

Art. 76. § 1. Als bijlage 2 van het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het bestuurs- en toegevoegd personeel, het administratief personeel, het hulppersoneel voor onderzoek, het beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap worden de woorden « Eerste tekenaar » toegevoegd onder de woorden « eerste werkopzichter » naast de nieuwe graad « eerste gespecialiseerd beambte ».

§ 2. In dezelfde bijlage worden de woorden « Hoofdtekenaar » geschrapt van de nieuwe graad « Eerste eerstaanwendend gespecialiseerd beambte » en verplaatst onder de woorden « Eerste hoofdwerkopzichter » naast de nieuwe graad « Hoofd-gespecialiseerd beambte ».

Art. 77. In het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het bestuurs- en toegevoegd personeel, het administratief personeel, het hulppersoneel voor onderzoek, het beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap wordt een artikel 69bis ingevoegd, luidend als volgt :

« De verlofregeling die van toepassing is op de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap is van toepassing op de personeelsleden bedoeld in dit besluit.

Nochtans worden de bij deze bepalingen aan de minister of aan de secretaris-generaal of aan de bestuurschefs of aan de Directieraad verleende bevoegdheden uitgeoefend door de raad van bestuur. »

TITEL V. — Inwerkingtreding

Art. 78. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2003, met uitzondering van de artikelen 20 tot 29 en 41 tot 73 die uitwerking hebben vanaf 1 september 2002, van artikel 18, 3° dat uitwerking heeft vanaf 1 januari 1999 en van de artikelen 28, 76 en 77 die uitwerking hebben vanaf 1 januari 2003.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 maart 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,

C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn,

belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Lasten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Begroting,

M. DAERDEN

De Minister van Kunsten, Letteren en de Audiovisuele Sector,

O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 486-1. — Commissieamendementen, nr. 486-2. — Verslag, nr. 486-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 17 februari 2004.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 1357

[C - 2004/29119]

3 MARS 2004. — Décret modifiant le décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations (1)

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. § 1^{er}. A l'article 1^{er}, § 1^{er}, 4°, du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations, les mots « utiliser les méthodes et les techniques les mieux adaptées aux besoins de son public potentiel et à la réalisation de l'objectif défini au 2° » sont remplacés par : « utiliser les méthodes et les techniques les mieux adaptées aux besoins de son public potentiel et à la réalisation de l'objectif défini au 3° ».

§ 2. A l'article 1^{er}, § 2, 1°, les mots « exercer des activités correspondant à l'objectif défini au § 1^{er}, 2° » sont remplacés par : « exercer des activités correspondant à l'objectif défini au § 1^{er}, 3° ».

A l'article 1^{er}, § 2, 2°, les mots « conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique » sont remplacés par : « conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations ».

A l'article 1^{er}, § 2, 3°, les mots « dont un des membres est, à temps plein, animateur coordonnateur qualifié agréé par la sous-commission de qualification visée aux articles 37 à 39 », ainsi que le 2e alinéa, sont supprimés.

Art. 2. A l'article 2, la mention « et aux articles 3 ou 4 et 5 et 7 » sont remplacés par : « et aux articles 3, ou 4 et 5, ou 6 et 7 ».

A l'article 2, le second tiret est remplacé par :

« — soit être partenaire d'une association dans le cadre de son plan d'action agréé en vertu de dispositifs particuliers de politique socioculturelle d'égalité des chances, de partenariat, de décentralisation ou d'aide permanente à l'expression et à la création des jeunes, visés aux articles 16 à 18bis. »

Art. 3. Aux articles 5, 2^e alinéa, et 7, 2^e alinéa, les mots « dans ce cas, l'association doit disposer d'une comptabilité qui distingue sa gestion financière de celles d'autres centres également reconnus ainsi que de celle de l'organisation de jeunesse visée au 1^{er} alinéa » sont remplacés par : « dans ce cas, l'association doit disposer d'une comptabilité qui distingue sa gestion financière de celles d'autres sièges d'exploitation ainsi que de celle de l'organisation de jeunesse visée au 1^{er} alinéa ».

Art. 4. A l'article 10, 2^e alinéa, les mots « l'activité socioculturelle est une initiative ponctuelle ou régulière éducative ou récréative. L'action collective est une initiative réalisée en plusieurs étapes, élaborée et concrétisée en groupe » sont remplacés par : « dans une perspective d'expression et d'émancipation des individus, l'activité culturelle est une initiative ponctuelle ou régulière éducative ou récréative et l'action collective est une initiative réalisée en plusieurs étapes, élaborée et concrétisée en groupe ».

Art. 5. L'article 12 est remplacé par un nouvel article 12 rédigé comme suit :

« Art. 12. Au moins 50 % des taux d'occupation visés à l'article 11, 3^e alinéa, 3^e, 4^e alinéa, 3^e et 5^e alinéa, 3^e, doivent être afférents à des activités non scolaires. Les activités scolaires sont, notamment, les « classes vertes », « classes de dépassement » et activités assimilables ».

Art. 6. L'article 15 est remplacé par un nouvel article 15 rédigé comme suit :

« Art. 15. Un des membres de l'équipe d'animation visée à l'article 1^{er}, § 2, 3^e, est animateur coordonnateur qualifié agréé par la sous-commission de qualification visée aux articles 37 à 39. Par dérogation, une association peut être autorisée, pour une durée maximale de 6 ans, à s'assurer la collaboration d'une équipe agissant collégialement et dont un des membres assume la fonction d'animateur coordonnateur qualifié agréé par la sous-commission de qualification visée aux articles 37 à 39. Cette dérogation ne sera accordée qu'à la demande de l'association et sur avis conforme de la commission consultative des maisons et centres de jeunes. Le nombre des associations bénéficiant de cette dérogation ne pourra excéder 20 % du nombre total d'associations dont un plan d'action sera agréé. La commission propose les associations susceptibles de bénéficier de cette dérogation et détermine entre elles, s'il échet, un ordre de priorité selon les critères qu'elle détermine.

Le plan d'action d'une association qui bénéficie de la dérogation visée au 1^{er} alinéa ne peut être agréé qu'au niveau M.J.3, C.R.H.3 ou C.I.J.3 ».

Art. 7. Il est inséré un article 18bis rédigé comme suit :

« Art. 18bis. Un plan d'action peut, en outre, être agréé dans le cadre du dispositif particulier d'aide permanente à l'expression et à la création des jeunes. Ce dispositif consiste en une programmation d'actions ou de services qui visent à soutenir et développer les capacités d'expression et de création des jeunes par l'utilisation d'un ou plusieurs modes de communication ou d'expression physiques, artistiques et socioculturelles. Le dispositif doit concerner des actions d'initiation et de perfectionnement et intégrer des aides à la production de réalisations et de diffusion de celle-ci à l'extérieur du centre. Le dispositif doit s'étaler sur la durée du plan quadriennal.

Les actions visées au 1^{er} alinéa doivent favoriser la progression des jeunes par rapport aux techniques choisies, leur mise en réseau avec d'autres jeunes, leur mise en contact avec des réseaux externes afin de valoriser et diffuser leurs réalisations. Elles ne peuvent en aucun cas se limiter aux ateliers programmés habituellement par le centre conformément au présent décret. Elles doivent être ouvertes au public du centre et à un public externe au centre, soit en provenance de leur zone d'action, soit de la région où est implanté le centre, soit de la Communauté française.

La Commission consultative des Maisons et des Centres de Jeunes définit les éléments devant être contenus dans la programmation du dispositif d'aide permanente à l'expression et à la création. La Commission consultative des Maisons et des Centres de Jeunes soumet ces éléments à l'approbation du Gouvernement. »

Art. 8. A l'article 19, les mots « visés aux articles 16 à 18 » sont remplacés par les mots « visés aux articles 16 à 18bis ».

Art. 9. A l'article 20, 3^e, la mention « et celles relatives au retrait d'agrément » est ajoutée après « au cours des quatre années que couvre un plan d'action ».

A l'article 20, 4^e, la mention « la possibilité pour l'association d'introduire un recours contre une décision de refus ou de changement d'agrément d'un plan d'actions ainsi que ses formes et délais » est supprimée et remplacée par : « la possibilité pour l'association d'introduire un recours contre une décision de refus, de changement ou de retrait d'agrément d'un plan d'action et les modalités dans lesquelles les recours doivent être introduits ».

A l'article 20, 7^e, la mention « les modalités selon lesquelles les décisions relatives aux agrément, changement d'agrément et recours doivent intervenir » est supprimée et remplacée par : « les délais dans lesquelles les décisions relatives aux agrément, changement et retrait d'agrément, et recours doivent intervenir ».

Art. 10. L'article 21, 1^e, a), est remplacé par la mention suivante :

« a) sur les procédures d'octroi et de retrait de reconnaissance, d'octroi, de renouvellement, de modification et de retrait d'agrément des plans d'actions; de suspension du droit à la subvention et d'agrément des animateurs coordonnateurs et recours y relatifs; »

L'article 21, 1^e, c) est remplacé par la mention suivante : « c) sur les demandes de subventions extraordinaires introduites par les associations reconnues en application du présent décret. ».

A l'article 21, il est ajouté un point 6^e rédigé comme suit :

« 6^e de déterminer la nature, l'objet et les critères de subventionnement des expériences novatrices soumises à l'approbation du Gouvernement, visées à l'article 44, 3^e. »

Art. 11. A l'article 22, 1^e, il est ajouté un point f), rédigé comme suit :

« f) un représentant de chaque province francophone et un représentant de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, désignés respectivement par chaque Députation permanente ou le Collège de la Commission communautaire française ». L'article 22, 2^e, a) est abrogé.

Art. 12. A l'article 38, 1^{er} alinéa, les mots « dans un délai d'un an à dater de la reconnaissance de l'association » sont remplacés par « dans un délai d'un an à dater de l'agrément du plan d'action de l'association ». Les mots « si celui-ci intervient après la reconnaissance de l'association » sont remplacés par « si celui-ci intervient après l'agrément du plan d'action de l'association ».

A l'article 38, 2^e alinéa, les mots « une procédure de retrait de reconnaissance » sont remplacés par « une procédure de retrait d'agrément de son plan d'action ».

A l'article 38, 3^e alinéa, les mots « une procédure de retrait de reconnaissance » sont remplacés par « une procédure de retrait d'agrément de son plan d'action ».

Art. 13. L'article 44 est remplacé par un nouvel article 44 rédigé comme suit :

« Art. 44. § 1^{er}. L'association dont le plan d'action est agréé bénéficie, à due concurrence des moyens budgétaires disponibles, d'une subvention ordinaire qui comprend :

1^o une première partie qui se compose :

a) quel que soit le niveau dans lequel le plan d'action quadriennal est agréé, d'une intervention dans les frais de personnel équivalente à 10 points au minimum, à condition que l'association engage un animateur coordonnateur à temps plein;

b) d'une intervention forfaitaire de 5.580,00 EUR au moins ou de 1.860,00 EUR au moins selon que l'animateur coordonnateur est qualifié respectivement de type 1 ou 2 conformément à l'article 37, 2^e alinéa;

c) si l'association fait appel à une équipe collégiale, telle que visée à l'article 1^{er}, § 2, 3^o, d'une intervention forfaitaire de 4.960,00 EUR au moins destinée à couvrir les frais liés aux activités de cette équipe;

d) d'une intervention forfaitaire, couvrant les charges de fonctionnement et liées à la réalisation du plan d'action, d'au moins :

— 17.360,00 EUR si le plan d'action général est agréé au niveau M.J.1, C.R.H.1 ou C.I.J.1;

— 14.880,00 EUR si le plan d'action général est agréé au niveau M.J.2, C.R.H.2 ou C.I.J.2;

— 9.920,00 EUR si le plan d'action général est agréé au niveau M.J.3, C.R.H.3 ou C.I.J.3;

e) le cas échéant, d'une intervention portant sur la rétribution qu'elle supporte en faveur des personnels complémentaires techniques, administratifs et culturels. Le Gouvernement détermine les modalités et le montant de l'intervention;

f) le cas échéant, d'une intervention équivalente à 10 points au minimum pour la rétribution d'un animateur supplémentaire;

g) le cas échéant, d'une intervention équivalente pour la rétribution d'un autre permanent.

Pour l'attribution des interventions visées aux points e), f) et g), le Gouvernement tient compte des subventions à l'emploi déjà accordées à chaque association, hors les dispositifs prévus aux articles 16 à 18bis.

2^o une deuxième partie, si son plan d'action est agréé dans le cadre des 4 dispositifs visés aux articles 16 à 18bis, qui se compose :

a) d'une intervention équivalente à 5 points minimum portant sur la charge salariale d'un travailleur complémentaire. Le Gouvernement détermine les montants et les modalités de ces interventions;

b) d'un forfait de fonctionnement dont le Gouvernement détermine les montants;

3^o le cas échéant, une troisième partie qui se compose de subventions forfaitaires pour des expériences novatrices, notamment dans les domaines de l'information de la jeunesse et de la citoyenneté. La nature, l'objet et les critères de subventionnement des expériences sont proposés par la Commission consultative des maisons et centres de jeunes à l'approbation du Gouvernement. Chaque expérience est renouvelable et peut être financée par une ou plusieurs subventions forfaitaires. Le Gouvernement détermine les montants et les modalités de ces interventions, sur proposition de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes.

§ 2. Pour les interventions dans les frais de personnel visées au § 1^{er}, le Gouvernement détermine la valeur du point, laquelle ne peut être inférieure à 2.541 EUR. Pour l'application de l'article 44, 1^o, les interventions peuvent entraîner l'attribution de fractions de points. »

Art. 14. A l'article 46, alinéa 1^{er}, les mots « et dont le plan d'action est agréé » sont insérés après « nouvellement reconnue ».

A l'article 46, alinéa 2, les mots « après 10 années de subventionnement annuel ordinaire ininterrompu » sont remplacés par : « après un total de 10 années de subventionnement annuel ordinaire ».

Art. 15. L'article 47 est remplacé par un nouvel article 47 rédigé comme suit :

« Art. 47. L'association, reconnue comme fédération, bénéficie annuellement, à due concurrence des moyens budgétaires disponibles, d'une subvention ordinaire forfaitaire de 4.960,00 EUR au moins. La subvention est due intégralement par année civile, même en cas de reconnaissance comme fédération en cours d'année ».

Art. 16. Dans le Titre IV, sous le chapitre III — Des liquidation, justification, limitation et suspension des subventions, il est inséré un article 47bis disposant :

« Art. 47bis. Toute association bénéficiaire de subvention dans le cadre du présent décret doit tenir une comptabilité complète, telle que prévue par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations en son article 17, § 3, et les arrêtés d'application pris en application de cette loi; la comptabilité est à tenir suivant ces principes à dater du 1^{er} janvier de la première année pour laquelle l'association bénéficie des subsides prévus à l'article 44. »

Art. 17. L'article 48 est remplacé par un nouvel article 48 rédigé comme suit :

« Art. 48. A dater du 1^{er} janvier de chaque année et pour autant que le budget général des dépenses ait été préalablement adopté, le Gouvernement liquide la subvention ordinaire en deux tranches. Une première tranche équivalente à 85 % de la subvention ordinaire telle que définie aux articles 44 et 47 est liquidée pour le 31 mars au plus tard. La seconde tranche, soit 15% de la subvention ordinaire telle que définie aux articles 44 et 47 est liquidée, au plus tôt le 1^{er} avril, dans les trois mois au plus après la remise par l'association du relevé de ses charges salariales subsidiaires de l'année civile précédente et couvertes par la subvention ordinaire de l'année civile précédente; la communication de ce relevé ouvre le droit à la mise en liquidation du solde de la subvention ordinaire. »

Art. 18. L'article 49 est remplacé par un nouvel article 49 rédigé comme suit :

« Art. 49. La subvention ordinaire octroyée pour une année est afférente à la même année civile. Cette subvention est justifiée par les charges éligibles de cette même année civile. Le caractère éligible des charges est fonction d'un engagement comptable durant cette même année civile.

L'association est tenue de communiquer pour le 30 juin au plus tard au Gouvernement ses comptes annuels approuvés par son assemblée générale et relatifs à l'année civile précédente. Ces comptes annuels comprennent le bilan et le compte de résultats suivant le schéma prévu par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.

Les charges reprises au compte de résultat et autres que celles relatives aux charges salariales couvertes par d'autres subventions justifient les subventions forfaitaires visées aux articles 44, 1^o, b), c) et d), 2^o, b), et 47.

Sont considérées comme charges justifiant l'utilisation des subventions visées à l'article 44, 1^o, a), e), et f), et 2^o, a) : le montant des rémunérations annuelles brutes des travailleurs de l'association, en ce compris les cotisations à verser par l'employeur en application de la loi sur la sécurité sociale des travailleurs et les autres frais découlant d'obligations légales relatives aux contrats de travail.

Sont considérées comme dépenses justificatives des subventions visées à l'article 46, 1^{er} et 2^e alinéas : les investissements exposés par l'association liés à l'acquisition de mobilier, de matériel de bureau et de matériel didactique à l'exclusion de toute dépense relative à des matériaux consommables ».

Art. 19. L'article 50 est remplacé par un nouvel article 50 rédigé comme suit :

« Art. 50. L'association est tenue de conserver pendant cinq ans, à dater du premier janvier de l'année suivant l'année d'octroi des subsides, toutes les pièces comptables justificatives de l'utilisation des subventions octroyées et les tenir à disposition pour vérification, conformément aux dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes ».

Art. 20. L'article 52 est remplacé par un nouvel article 52 rédigé comme suit :

« Art. 52. L'association dont le plan d'action n'est plus agréé bénéficie, l'année où cet agrément est retiré, des subventions ordinaires prévues à l'article 44 prorata temporis pour la période allant du 1^{er} janvier de cette même année au jour de date d'effet du retrait d'agrément. L'association peut également prétendre à une subvention exceptionnelle calculée sur base de l'article 44 et couvrant une période de six mois prenant court à la date d'effet du retrait de l'agrément de son plan d'action. Cette subvention exceptionnelle couvre les charges de fonctionnement et de personnel; cette subvention exceptionnelle se justifie conformément au prescrit des articles 49 et 50.

En cas de mise en liquidation ou de cessation d'activités d'une association dont le plan d'action a été agréé, les subventions sont dues à cette association conformément à l'alinéa précédent, pour autant que l'association ait nommé un liquidateur qui s'engage à ce que les subventions versées soient exclusivement utilisées pour la couverture de charges éligibles suivant le présent décret ».

Art. 21. Dans le Titre IV, sous le Chapitre III — Des liquidation, justification, limitation et suspension des subventions, il est inséré un article 52*bis* disposant :

« Art. 52*bis*. § 1^{er}. Le Gouvernement assure, par la voie de ses Services, la publication annuelle d'un rapport relatif aux montants alloués en vertu du présent décret et aux bénéficiaires de ces montants.

§ 2. Le Gouvernement procède à une évaluation du présent décret tous les cinq ans à dater de son entrée en vigueur.

Le Gouvernement attribue à l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse la mission de piloter ce processus d'évaluation, en association avec la Commission consultative des Maisons et Centres de Jeunes. Les modalités de cette évaluation sont arrêtées par le Gouvernement.

Cette évaluation est communiquée par le Gouvernement au Parlement de la Communauté française dans un délai de six mois à dater de l'expiration du délai de cinq ans visé à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement assure, par la voie de ses services, la publication de cette évaluation.»

Art. 22. L'article 55 est remplacé par un nouvel article 55 rédigé comme suit :

« Art. 55. § 1^{er}. Les associations reconnues antérieurement dans le cadre des législations ci-après :

1^o l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} août 1979, par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 mars 1985 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 2 juin 1995 et 14 octobre 1997;

2^o l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 avril 1984 fixant les modalités d'application de l'article 7 de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées;

3^o l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 mars 1987 relatif aux modalités d'application de l'article 7 de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées, modifié par l'arrêté du 11 juillet 1989;

4^o l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 1995 relatif aux modalités d'application de l'article 2 de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées;

5^o l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 1995 relatif aux modalités d'application de l'article 7 de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées;

6° l'arrêté ministériel du 25 octobre 1971 fixant les conditions particulières d'agrément permettant d'attribuer la qualité de maisons de jeunes à certaines institutions à caractère spécifique, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 1995;

bénéficient d'une subvention exceptionnelle qui correspond à la période courant entre le 1^{er} juillet 2000 et le 31 décembre 2000. La liquidation de cette subvention exceptionnelle sera effectuée en complément de la subvention prévue à l'article 44 comme suit :

- 5 % de la subvention exceptionnelle sont liquidés au plus tard le 30 juin 2004;
- 39 % de la subvention exceptionnelle sont liquidés au plus tard le 30 juin 2005;
- 39 % de la subvention exceptionnelle sont liquidés au plus tard le 30 juin 2006;
- 17 % de la subvention exceptionnelle sont liquidés au plus tard le 30 juin 2007.

§ 2. La subvention exceptionnelle visée au § 1^{er} est établie comme suit :

1° une première partie qui se compose;

a) quel que soit le niveau dans lequel le plan d'action quadriennal est agréé, d'une intervention dans les frais de personnel couvrant, jusqu'à concurrence de 9.916 EUR, 85 % des dépenses de rémunérations que l'association supporte en faveur de son animateur coordonnateur;

b) d'une intervention forfaitaire complémentaire couvrant la rémunération de l'animateur coordonnateur de 2.790 EUR ou de 930 EUR selon qu'il est qualifié respectivement de type 1 ou 2 conformément à l'article 37, 2^e alinéa;

c) si l'association fait appel à une équipe collégiale dont un des membres est, à temps plein, animateur coordonnateur qualifié agréé par la sous-commission de qualification visée aux articles 37 à 39, d'une intervention forfaitaire de 2.480 EUR destinée à couvrir les frais liés aux activités de cette équipe;

d) d'une intervention forfaitaire, couvrant des dépenses de fonctionnement d'au moins :

- 7.440 EUR pour l'association agréée en catégorie A dans le cadre de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées;
- 6.200 EUR pour l'association agréée en catégorie B dans le cadre de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées;
- 3.720 EUR pour l'association agréée en catégorie C dans le cadre de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées.

2° une seconde partie si, avant l'entrée en vigueur du présent décret, l'association était agréée dans le cadre du dispositif fixé par l'arrêté ministériel du 25 octobre 1971 visé au § 1^{er}, 6°. Le montant de cette seconde partie est fixé à 4.958 EUR. »

Art. 23. Il est créé un article 55*bis* disposant :

« Art. 55*bis*. Pour les associations, agréées dans le cadre de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées, préalablement à l'entrée en vigueur du décret et qui sont agréées dans le cadre du présent décret, le passage entre les deux systèmes de subvention et de justification est réglé comme suit :

1. la subvention reçue en 2000 sur la base de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 et de l'arrêté ministériel du 25 octobre 1971 est justifiée par les dépenses de la dernière période de référence couverte par cet arrêté royal pour la période allant du 1^{er} juillet de l'année 1999 au 30 juin de l'année 2000;

2. la première subvention ordinaire reçue en vertu du présent décret a été liquidée en 2001 et est justifiée par les dépenses de l'année civile 2001 conformément aux règles des articles 49 et 50 telle qu'interprétée au premier alinéa du présent article;

3. les dépenses du deuxième semestre 2000 font l'objet d'une subvention complémentaire conformément à l'article 55.»

Art. 24. Il est créé un article 55*ter* disposant :

« Art. 55*ter*. Les associations, agréées initialement dans le cadre de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons de jeunes et associations assimilées, sont réputées être reconnues de plein droit pour un an à dater du 1^{er} janvier 2001.

Durant cette année, ces associations bénéficient des subventions prévues pour les associations dont les plans d'action sont agréés comme :

- 1° M.J.1, C.R.H.1 ou C.I.J.1, pour les associations anciennement agréées en catégories A;
- 2° M.J.2, C.R.H.2 ou C.I.J.2, pour les associations anciennement agréées en catégories B;
- 3° M.J.3, C.R.H.3 ou C.I.J.3, pour les associations anciennement agréées en catégories C. v»

Art. 25. L'article 64 est remplacé par un nouvel article 64 rédigé comme suit :

« Art. 64. Les subventions annuelles ordinaires prévues à l'article 44, 1°, d), sont à due concurrence des moyens budgétaires disponibles, au moins de :

1° pour l'exercice budgétaire 2000 :

- a) 14.880 EUR pour l'association reconnue en catégorie M.J.1, C.R.H.1 ou C.I.J.1 du présent décret;
- b) 12.400 EUR pour l'association reconnue en catégorie M.J.2, C.R.H.2 ou C.I.J.2 du présent décret;
- c) 7.440 EUR pour l'association reconnue en catégorie M.J.2, C.R.H.2 ou C.I.J.2 du présent décret;

2° pour l'exercice budgétaire 2001 :

- a) 15.500 EUR pour l'association reconnue en catégorie M.J.1, C.R.H.1 ou C.I.J.1 du présent décret;
- b) 13.020 EUR pour l'association reconnue en catégorie M.J.2, C.R.H.2 ou C.I.J.2 du présent décret;
- c) 8.060 EUR pour l'association reconnue en catégorie M.J.3, C.R.H.3 ou C.I.J.3 du présent décret;

3° pour l'exercice budgétaire 2002 :

- a) 16.120 EUR pour l'association dont le plan d'action est agréé au niveau M.J.1, C.R.H.1 ou C.I.J.1;
- b) 13.640 EUR pour l'association dont le plan d'action est agréé au niveau M.J.2, C.R.H.2 ou C.I.J.2;
- c) 8.680 EUR pour l'association dont le plan d'action est agréé au niveau M.J.3, C.R.H.3 ou C.I.J.3;

4° pour l'exercice budgétaire 2003 :

- a) 16.740 EUR pour l'association dont le plan d'action est agréé au niveau M.J.1, C.R.H.1 ou C.I.J.1;
- b) 14.260 EUR pour l'association dont le plan d'action est agréé au niveau M.J.2, C.R.H.2 ou C.I.J.2;
- c) 9.300 EUR pour l'association dont le plan d'action est agréé au niveau M.J.3, C.R.H.3 ou C.I.J.3.»

Art. 26. L'article 65 est remplacé par un nouvel article 65 rédigé comme suit :

« Art. 65. Pour les exercices budgétaires 2001 à 2004 ou jusqu'à activation du dispositif visé à l'article 44, 2°, le nombre d'associations susceptibles de bénéficier, à charge des crédits de la Communauté française, de l'intervention relative au dispositif de la politique socioculturelle de l'égalité des chances défini à l'article 16, est fixé à 11 au plus.

Lors de la procédure de renouvellement de reconnaissance et d'agrément des plans d'action entreprise durant l'exercice budgétaire 2000, la Commission Consultative des Maisons et Centres de Jeunes classe, selon les critères qu'elle détermine, les demandes pertinentes, si leur nombre excède le quota fixé par le présent article, selon un ordre de priorité. »

Art. 27. Le décret est complété par un article 66*bis* rédigé comme suit :

« Art. 66*bis*. Outre une indexation correspondant au pourcentage d'augmentation du budget ordinaire affecté aux centres de jeunes, les subventions annuelles prévues sont, à due concurrence des moyens budgétaires disponibles, au moins de :

1° pour l'exercice budgétaire 2004 :

- pour l'application de l'article 44, 1°, d) :
 - 18.232 EUR pour un plan d'action agréé M.J.1, C.H.R.1, C.I.J.1;
 - 15.752 EUR pour un plan d'action agréé M.J.2, C.H.R.2, C.I.J.2;
 - 10.792 EUR pour un plan d'action agréé M.J.3, C.H.R.3, C.I.J.3;
- pour l'application de l'article 44, 2° :
 - une intervention équivalente à 55 points minimum afin de couvrir l'intervention dans les charges de 11 travailleurs mi-temps complémentaires, subventionnés au même niveau que l'animateur coordonnateur visé à l'article 44, 1°, a);
 - une intervention équivalente à 5 points minimum afin de couvrir l'intervention dans les charges de 1 travailleur mi-temps complémentaire, chargé spécialement à la mise en œuvre du plan d'action visé à l'article 18*bis*;
- pour l'application de l'article 44, 3°, au moins 24 subventions forfaitaires d'au moins 2.500 EUR chacune, encourageant au plus 24 expériences.

2° pour l'exercice budgétaire 2005 :

- pour l'application de l'article 44, 1°, d) :
 - 18.432 EUR pour un plan d'action agréé M.J.1, C.H.R.1, C.I.J.1;
 - 15.952 EUR pour un plan d'action agréé M.J.2, C.H.R.2, C.I.J.2;
 - 10.992 EUR pour un plan d'action agréé M.J.3, C.H.R.3, C.I.J.3;
- pour l'application de l'article 44, 2° :
 - une intervention équivalente à 65 points minimum afin de couvrir l'intervention dans les charges de 13 travailleurs mi-temps complémentaires, subventionnés au même niveau que l'animateur coordonnateur visé à l'article 44, 1°, a);
 - une intervention équivalente à 5 points minimum afin de couvrir l'intervention dans les charges de 1 travailleur mi-temps complémentaire, chargé spécialement à la mise en œuvre du plan d'action visé à l'article 18*bis*;
- pour l'application de l'article 44, 3°, au moins 37 subventions forfaitaires d'au moins 2.500 EUR chacune, encourageant au plus 37 expériences.

3° pour l'exercice budgétaire 2006 :

- pour l'application de l'article 44, 1°, d) :
 - 18.432 EUR pour un plan d'action agréé M.J.1, C.H.R.1, C.I.J.1;
 - 15.952 EUR pour un plan d'action agréé M.J.2, C.H.R.2, C.I.J.2;
 - 10.992 EUR pour un plan d'action agréé M.J.3, C.H.R.3, C.I.J.3;
- pour l'application de l'article 44, 2° :
 - une intervention équivalente à 65 points minimum afin de couvrir l'intervention dans les charges de 13 travailleurs mi-temps complémentaires, subventionnés au même niveau que l'animateur coordonnateur visé à l'article 44, 1°, a);
 - une intervention équivalente à 5 points minimum afin de couvrir l'intervention dans les charges de 1 travailleur mi-temps complémentaire, chargé spécialement à la mise en œuvre du plan d'action visé à l'article 18*bis*;
- pour l'application de l'article 44, 3°, au moins 26 subventions forfaitaires d'au moins 2.500 EUR chacune, encourageant au plus 26 expériences.

4° pour l'exercice budgétaire 2007 :

- pour l'application de l'article 44, 1°, *b*) :
 - de 5.880 EUR pour un animateur qualifié T1;
 - de 2.160 EUR pour un animateur qualifié T2;
- pour l'application de l'article 44, 1°, *d*) :
 - de 19.932 EUR pour un plan d'action agréé M.J.1, C.H.R.1, C.I.J.1;
 - de 17.452 EUR pour un plan d'action agréé M.J.2, C.H.R.2, C.I.J.2;
 - de 12.492 EUR pour un plan d'action agréé M.J.3, C.H.R.3, C.I.J.3;
- pour l'application de l'article 44, 1°, *e*), une intervention équivalente à 113 points minimum consacrée au cofinancement des emplois complémentaires des centres;
- pour l'application de l'article 44, 1°, *f*) et *g*), une intervention équivalente à 120 points minimum afin de couvrir l'intervention dans les charges de 12 travailleurs temps plein complémentaires, subventionnés au même niveau que l'animateur coordonnateur visé à l'article 44, 1°, *a*);
- pour l'application de l'article 44, 2°, une intervention équivalente à 150 points minimum afin de couvrir l'intervention dans les charges de 30 travailleurs mi-temps complémentaires, subventionnés au même niveau que l'animateur coordonnateur visé à l'article 44, 1°, *a*), dont un minimum de 5 points pour 1 travailleur mi-temps chargé spécialement à la mise en œuvre du plan d'action visé à l'article 18*bis* et un minimum de 65 points pour 13 travailleurs mi-temps dans le cadre des articles 16 à 18;
- pour l'application de l'article 44, 3°, au moins 30 subventions forfaitaires d'au moins 2.500 EUR chacune, encourageant au plus 30 expériences.

5° pour l'exercice budgétaire 2008 :

- pour l'application de l'article 44, 1°, *b*) :
 - de 6.150 EUR pour un animateur qualifié T1;
 - de 2.435 EUR pour un animateur qualifié T2;
- pour l'application de l'article 44, 1°, *d*) :
 - de 20.107 EUR pour un plan d'action agréé M.J.1, C.H.R.1, C.I.J.1;
 - de 17.627 EUR pour un plan d'action agréé M.J.2, C.H.R.2, C.I.J.2;
 - de 12.667 EUR pour un plan d'action agréé M.J.3, C.H.R.3, C.I.J.3;
- pour l'application de l'article 44, 1°, *e*), une intervention équivalente à 155 points minimum consacrée au cofinancement des emplois complémentaires des centres;
- pour l'application de l'article 44, 1°, *f*) et *g*), une intervention équivalente à 150 points minimum afin de couvrir l'intervention dans les charges de 15 travailleurs temps plein complémentaires, subventionnés au même niveau que l'animateur coordonnateur visé à l'article 44, 1°, *a*);
- pour l'application de l'article 44, 2°, une intervention équivalente à 215 points minimum afin de couvrir l'intervention dans les charges de 43 travailleurs mi-temps complémentaires, subventionnés au même niveau que l'animateur coordonnateur visé à l'article 44, 1°, *a*) dont un minimum de 5 points pour 1 travailleur mi-temps chargé spécialement à la mise en œuvre du plan d'action visé à l'article 18*bis* et un minimum de 65 points pour 13 travailleurs mi-temps dans le cadre des articles 16 à 18;
- pour l'application de l'article 44, 3°, au moins 80 subventions forfaitaires d'au moins 2.500 EUR chacune, encourageant au plus 80 expériences;
- pour l'application de l'article 47, une subvention de 5.200 EUR est octroyée par fédération reconnue.

6° pour l'exercice budgétaire 2009 :

- pour l'application de l'article 44, 1°, *b*) :
 - de 6.155 EUR pour un animateur qualifié T1;
 - de 2.435 EUR pour un animateur qualifié T2;
- pour l'application de l'article 44, 1°, *d*) :
 - de 20.257 EUR pour un plan d'action agréé M.J.1, C.H.R.1, C.I.J.1;
 - de 17.777 EUR pour un plan d'action agréé M.J.2, C.H.R.2, C.I.J.2;
 - de 12.817 EUR pour un plan d'action agréé M.J.3, C.H.R.3, C.I.J.3;
- pour l'application de l'article 44, 1°, *e*), une intervention équivalente à 165 points minimum consacrée au cofinancement des emplois complémentaires des centres;
- pour l'application de l'article 44, 1°, *f*) et *g*), une intervention équivalente à 180 points minimum afin de couvrir l'intervention dans les charges de 18 travailleurs temps plein complémentaires, subventionnés au même niveau que l'animateur coordonnateur visé à l'article 44, 1°, *a*);
- pour l'application de l'article 44, 2°, une intervention équivalente à 270 points minimum afin de couvrir l'intervention dans les charges de 54 travailleurs mi-temps complémentaires, subventionnés au même niveau que l'animateur coordonnateur visé à l'article 44, 1°, *a*), dont un minimum de 5 points pour 1 travailleurs mi-temps chargé spécialement à la mise en œuvre du plan d'action visé à l'article 18*bis* et un minimum de 65 points pour 13 travailleurs mi-temps dans le cadre des articles 16 à 18;
- pour l'application de l'article 44, 3°, au moins 88 subventions forfaitaires d'au moins 2.500 EUR chacune, encourageant au plus 88 expériences;
- pour l'application de l'article 47, une subvention de 6.300 EUR est octroyée par fédération reconnue.

7° pour l'exercice budgétaire 2010 :

— pour l'application de l'article 44, 1°, b) :

— de 6.445 EUR pour un animateur qualifié T1;

— de 2.725 EUR pour un animateur qualifié T2;

— pour l'application de l'article 44, 1°, d) :

— de 20.482 EUR pour un plan d'action agréé M.J.1, C.H.R.1, C.I.J.1;

— de 18.002 EUR pour un plan d'action agréé M.J.2, C.H.R.2, C.I.J.2;

— de 13.042 EUR pour un plan d'action agréé M.J.3, C.H.R.3, C.I.J.3;

— pour l'application de l'article 44, 1°, e), une intervention équivalente à 216 points minimum consacrée au cofinancement des emplois complémentaires des centres;

— pour l'application de l'article 44, 1°, f) et g), une intervention équivalente à 230 points minimum afin de couvrir l'intervention dans les charges de 23 travailleurs temps plein complémentaires, subventionnés au même niveau que l'animateur coordonnateur visé à l'article 44, 1°, a);

— pour l'application de l'article 44, 2°, une intervention équivalente à 330 points minimum afin de couvrir l'intervention dans les charges de 66 travailleurs mi-temps complémentaires, subventionnés au même niveau que l'animateur coordonnateur visé à l'article 44, 1°, a), dont un minimum de 5 points pour 1 travailleur mi-temps chargé spécialement à la mise en œuvre du plan d'action visé à l'article 18bis et un minimum de 65 points pour 13 travailleurs mi-temps dans le cadre des articles 16 à 18;

— pour l'application de l'article 44, 3°, au moins 160 subventions forfaitaires d'au moins 2.500 EUR chacune, encourageant au plus 160 expériences;

— pour l'application de l'article 47, une subvention de 7.500 EUR est octroyée par fédération reconnue. »

Art. 28. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004, à l'exception :

— des articles 23 et 25, lesquels sortent leurs effets le 1^{er} janvier 2000;

— des articles 16 et 18, lesquels entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2005 sauf si l'association subsidiée tient sa comptabilité antérieurement à cette date en conformité avec la législation mentionnée à l'article 16.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 mars 2004.

Le Ministre-Président, Chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 489-1. — Amendements de commission, n° 489-2. — Rapport, n° 489-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 17 février 2004.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 1357

[C — 2004/29119]

3 MAART 2004. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuisen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties (1)

Het Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. § 1. In artikel 1, § 1, 4°, van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuisen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties, worden de woorden « die methodes en technieken aanwenden die het best aangepast zijn aan de noden van het potentieel publiek en aan de verwezenlijking van het in 2° gestelde doel » vervangen door de woorden « die methodes en technieken aanwenden die het best aangepast zijn aan de noden van het potentieel publiek en aan de verwezenlijking van het in 3° gestelde doel ».

§ 2. In artikel 1, § 2, 1°, worden de woorden « activiteiten uitoefenen die overeenstemmen met het in § 1, 2°, bedoelde doel » vervangen door de woorden « activiteiten uitoefenen die overeenstemmen met het in § 1, 3°, bedoelde doel ».

In artikel 1, § 2, 2°, worden de woorden « overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 tot toekenning van de rechtspersoonlijkheid aan verenigingen zonder winstoogmerk en instellingen van openbaar nut » vervangen door de woorden « overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen ».

In artikel 1, § 2, 3°, worden de woorden « waarvan een lid een gekwalificeerd animator - coördinator is, erkend door de in artikelen 37 tot 39 bedoelde subcommissie kwalificatie », alsook het tweede lid, afgeschaft.

Art. 2. In artikel 2, wordt de melding « en in artikelen 3 of 4 en 5 en 7 » vervangen door de melding « en in de artikelen 3, of 4 en 5, of 6 en 7 ».

In artikel 2 wordt het tweede streepje vervangen door :

« - ofwel partner zijn van een vereniging in het raam van haar actieplan dat erkend is krachtens de in de artikelen 16 tot 18bis bedoelde bijzondere maatregelen inzake het sociocultureel gelijkheidsbeleid, het partnerschapsverband of de decentralisatie. ».

Art. 3. In de artikelen 5, 2e lid, en 7, 2e lid, worden de woorden « in dit geval moet de vereniging een boekhouding bijhouden waarin een onderscheid gemaakt wordt tussen haar financieel beheer en dat van andere centra die eveneens erkend zijn dan de in het eerste lid bedoelde jeugdorganisatie » vervangen door de woorden « in dit geval moet de vereniging een boekhouding bijhouden waarin een onderscheid gemaakt wordt tussen haar financieel beheer, dat van andere uitbatingszetsels en dat van de in het eerste lid bedoelde jeugdorganisatie ».

Art. 4. In artikel 10, 2e lid, worden de woorden « De socioculturele activiteit is een regelmatig of tijdelijk initiatief van educatieve of recreatieve aard. Het collectief initiatief wordt gerealiseerd in meerdere fasen en in groep uitgewerkt en concreet uitgevoerd » vervangen door de woorden « Met als doel de uitdrukking en de emancipatie van het individu, is de culturele activiteit een regelmatig of tijdelijk initiatief van educatieve of recreatieve aard. Het collectief initiatief wordt gerealiseerd in meerdere fasen en in groep uitgewerkt en concreet uitgevoerd. »

Art. 5. Artikel 12 wordt door een nieuw artikel 12 vervangen, luidend als volgt :

« Art. 12. Minstens 50 % van de bezettingsgraden bedoeld bij artikel 11, 3e lid, 3°, 4e lid, 3° en 5e lid, 3°, dienen betrekking te hebben op buitenschoolse activiteiten.

De schoolactiviteiten zijn, namelijk, de bosklassen, de recreatieklassen en gelijkgestelde activiteiten. »

Art. 6. Artikel 15 wordt door een nieuw artikel 15 vervangen, luidend als volgt :

« Art. 15. Een van de leden van de animatieploeg is een gekwalificeerd animator-coördinator erkend door de subcommissie kwalificatie bedoeld bij de artikelen 37 tot 39. In afwijking daarvan, kan een vereniging ertoe gemachtigd worden, voor een maximale duur van zes jaar, zich te laten bijstaan door een collegiaal team waarvan een lid het ambt gekwalificeerd animator-coördinator waarneemt, erkend door de subcommissie kwalificatie bedoeld bij de artikelen 37 tot 39. Deze afwijking kan enkel toegestaan worden op de aanvraag van de vereniging en op eensluidend advies van de adviescommissie voor jeugdhuisen en Bcentra. Het aantal verenigingen die deze afwijking genieten, mag in geen geval 20 % overschrijden van het geheel aantal verenigingen waarvoor een actieplan erkend zal worden. De commissie draagt de kandidaatstelling voor van de verenigingen die deze afwijking wensen te genieten en bepaalt, indien nodig, een voorrangsorte volgens door haar opgelegde criteria.

Het actieplan van een vereniging die de afwijking bedoeld in artikel 1, § 2, 3°, geniet, kan enkel in niveau J.H.3, O.A.C.3 of J.I.C.3 erkend worden. »

Art. 7. Er wordt een artikel 18bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 18bis. Een actieplan kan, bovendien, erkend worden in het raam van het specifiek stelsel voor permanente hulpverlening aan de uitdrukking en de creatie van jongeren. Dit stelsel bestaat in het programmeren van acties of dienstverleningen die ertoe strekken het uitdrukkings- of creatievermogen van jongeren te ondersteunen en volle ontplooiing te verlenen door het aanwenden van een of meer lichamelijke, artistieke en socioculturele communicatie- of uitdrukkingswijzen. Het stelsel moet betrekking hebben op initiatie- of vervolmakingsacties en voorzien in een steun voor de productie van werken en de verspreiding ervan buiten het centrum. Het stelsel dient verspreid te worden over de duur van het vierjarenplan.

De acties bedoeld bij lid 1 moeten de bevordering van de jongeren beogen in verband met de gekozen technieken, hun integratie in een net met andere jongeren, hun contactopname met externe netten met als doel de waardering en de bekendmaking van hun verwezenlijkingen. In geen geval mogen zij beperkt worden tot de overeenkomstig dit decreet gewoonlijk door het centrum geprogrammeerde werkactiviteiten. Zij moeten open staan voor het publiek van het centrum en voor een publiek buiten het centrum, ofwel afkomstig van hun actiezone, ofwel van het gewest waarin het centrum gelegen is, ofwel van de Franse Gemeenschap.

De Adviescommissie voor jeugdhuisen en -centra bepaalt de elementen die gevat moeten zijn in de programmering van het bestendige hulpstelsel voor de uitdrukking en de creatie. De Adviescommissie voor jeugdhuisen en -centra legt deze elementen ter goedkeuring aan de Regering voor. »

Art. 8. In artikel 19, worden de woorden « van de in artikelen 16 tot 18 bedoelde bepalingen » vervangen door de woorden « van de in de artikelen 16 tot 18*bis* bedoelde bepalingen ».

Art. 9. In artikel 20, 3°, wordt de melding « en deze met betrekking tot de intrekking van de erkenning » toegevoegd na « tijdens de vier jaren van het actieplan mag worden doorgevoerd ».

In artikel 20, 4°, wordt de melding « de mogelijkheid voor de vereniging om beroep aan te tekenen tegen de weigering of wijziging van de goedkeuring van een actieplan alsook de vormen en termijnen hiervoor » afgeschaft en vervangen door de melding « de mogelijkheid voor de vereniging om beroep aan te tekenen tegen de weigering, de wijziging of intrekking van een actieplan en de nadere regels voor de indiening van de beroepen ».

In artikel 20, 7°, wordt de melding « de wijzen volgens dewelke de beslissingen moeten worden genomen inzake de goedkeuring, de wijziging van een goedkeuring of een beroep » wordt afgeschaft en vervangen door de melding « de termijnen waarbinnen de beslissingen inzake erkenning, wijziging en intrekking van de erkenning moeten worden genomen en het beroep ingesteld worden ».

Art. 10. Artikel 21, 1°, a), wordt vervangen door de volgende melding :

« a) over de procedures inzake de toekenning en de intrekking van de erkenning, inzake de toekenning, de vernieuwing, de wijziging en de intrekking van de erkenning van actieplannen, inzake de schorsing van het recht tot subsidiëring en de erkenning van de animators-coördinatoren en inzake de beroepen met betrekking tot deze; ».

Artikel 21, 1°, c), wordt vervangen door de volgende melding : « c) over de aanvragen om uitzonderlijke toelagen ingediend door de erkende verenigingen met toepassing van dit decreet ».

In artikel 21, wordt een punt 6° toegevoegd, luidend als volgt :

« 6° de aard, het voorwerp en de criteria voor de betoelaging van de innoverende experimenten te bepalen die onderworpen zijn aan de goedkeuring van de Regering, zoals bedoeld bij artikel 44, 3°. »

Art. 11. Aan artikel 22, 1°, wordt een punt f) toegevoegd, luidend als volgt :

« f) een vertegenwoordiger van iedere Franstalige provincie en een vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse hoofdstedelijk Gewest, respectief aangewezen door iedere Bestendige Deputatie of het College van de Franse Gemeenschapscommissie. »

Artikel 22, 2°, a) wordt opgeheven.

Art. 12. In artikel 38, 1e lid, worden de woorden « Binnen één jaar vanaf de erkenning van de vereniging » vervangen door de woorden « Binnen een termijn van één jaar vanaf de erkenning van het actieplan van de vereniging ». De woorden « als dit gebeurt na de erkenning van de vereniging » worden vervangen door de woorden « als dit gebeurt na de erkenning van het actieplan van de vereniging ».

In artikel 38, 2e lid, worden de woorden « een procedure tot intrekking van de erkenning » vervangen door de woorden « een procedure tot intrekking van de erkenning van haar actieplan ».

In artikel 38, 3e lid, worden de woorden « een procedure tot intrekking van de erkenning » vervangen door « een procedure tot intrekking van de erkenning van haar actieplan ».

Art. 13. Artikel 44 wordt vervangen door een nieuw artikel 44 luidend als volgt :

« Art. 44. § 1. De vereniging waarvan het actieplan erkend is, geniet, ten belope van de beschikbare begrotingskredieten, een gewone toelage, omvattende :

1° een eerste deel dat bestaat uit :

a) ongeacht het niveau waarin het vierjarenactieplan is erkend, een tegemoetkoming in de personeelskosten gelijk met minimum 10 punten, op voorwaarde dat de vereniging een voltijdse animator-coördinator aanwerft;

b) een forfaitaire tegemoetkoming van minstens 5.580,00 EUR of van minstens 1.860,00 EUR, naargelang de animator-coördinator respectievelijk gekwalificeerd is als type 1 of 2 overeenkomstig artikel 37, tweede lid;

c) indien de vereniging beroep doet op een collegiaal team, zoals bedoeld in artikel 1, § 2, 3°, een forfaitaire tegemoetkoming van minstens 4.960,00 EUR voor de onkosten die voortvloeien uit de activiteiten van dit team;

d) een forfaitaire tegemoetkoming, voor de werkingsuitgaven en gekoppeld aan de tenuitvoerlegging van het actieplan, van ten minste :

— 17.360,00 EUR indien het algemeen actieplan is erkend in het niveau J.H.1, O.A.C.B.1 of J.I.C.1;

— 14.880,00 EUR indien het algemeen actieplan is erkend in het niveau J.H.2, O.A.C.2 of J.I.C.2;

— 9.920,00 EUR indien het algemeen actieplan is erkend in het niveau J.H.3, O.A.C.3 of J.I.C.3;

e) desgevallend, een tegemoetkoming voor de retributie die de vereniging ten laste neemt voor bijkomend technisch, administratief en cultureel personeel. De Regering bepaalt de wijzen en het bedrag van deze tegemoetkoming;

f) desgevallend, een tegemoetkoming gelijkwaardig aan 10 punten minimum voor de retributie van een bijkomende animator;

g) desgevallend, een tegemoetkoming gelijkwaardig aan de retributie van een andere permanente persoon.

Voor de toekenning van de tegemoetkomingen bedoeld bij de punten e), f) en g), houdt de Regering rekening met de aan iedere vereniging reeds toegekende tewerkstellingssubsidies, buiten de stelsels bedoeld bij de artikelen 16 tot 18*bis*.

2° een tweede deel, indien haar actieplan erkend is in het raam van de 4 specifieke stelsels bedoeld in de artikelen 16 tot 18*bis*, bestaande uit :

a) een tegemoetkoming gelijkwaardig aan 5 punten minimum in de loonlast van een bijkomende werknemer. De Regering bepaalt de nadere regels voor en het bedrag van deze tegemoetkomingen;

b) een forfaitair werkingsbedrag dat bepaald wordt door de Regering;

3° desgevallend, een derde deel bestaande uit forfaitaire subsidies voor innoverende experimenten, inzonderheid op de gebieden van de informatie voor de jeugd en over het burgerschap. De aard, het voorwerp en de subsidiëeringscriteria van deze experimenten worden voorgelegd door de Adviescommissie voor jeugdhuisen en Bcentra ter goedkeuring van de Regering. Ieder experiment is hernieuwbaar en kan gefinancierd worden door een of

meerdere forfaitaire subsidies. De Regering bepaalt de bedragen en de nadere regels voor deze tegemoetkomingen, op de voordracht van de Adviescommissie voor jeugdhuizen en -centra.

§ 2. Voor de tegemoetkoming in de personeelskosten bedoeld bij § 1, bepaalt de Regering de waarde van het punt, en die mag niet lager zijn dan 2 541 EUR. Voor de toepassing van artikel 44, 1°, kunnen de tegemoetkomingen de toekenning van puntenfracties met zich meebrengen. »

Art. 14. In artikel 46, lid 1, worden de woorden « waarvan het actieplan erkend is » ingevoegd na de woorden « De pas erkende vereniging ».

In artikel 46, lid 2, worden de woorden « Na 10 jaar ononderbroken gewone jaarlijkse toelagen » vervangen door de woorden « Na een geheel van 10 jaar gewone jaarlijkse subsidiëring ».

Art. 15. Artikel 47 wordt vervangen door een nieuw artikel 47 luidend als volgt :

« Art. 47. Jaarlijks geniet de als federatie erkende vereniging, ten belope van de beschikbare begrotingskredieten, een gewone forfaitaire toelage van minstens 4 960,00 EUR. Deze toelage is volledig verschuldigd per kalenderjaar, zelfs als de vereniging pas als federatie erkend wordt tijdens het jaar. »

Art. 16. In Titel IV, in Hoofdstuk III — De uitbetaling, rechtvaardiging, beperking en schorsing van de toelagen, wordt een artikel 47bis ingevoegd waarbij bepaald wordt :

« Art. 47bis. Iedere vereniging die een toelage geniet in het raam van dit decreet moet een volledige boekhouding voeren, zoals bepaald bij de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen in haar artikel 17, § 3, en de toepassingsbesluiten ter uitvoering genomen van deze wet; de boekhouding dient volgens deze beginsels gevoerd te worden vanaf 1 januari van het eerste jaar waarvoor de vereniging de toelagen geniet bedoeld bij artikel 44.. »

Art. 17. Artikel 48 wordt door een nieuw artikel 48 vervangen, luidend als volgt :

« Art. 48. Vanaf 1 januari van ieder jaar en voorzover de algemene uitgavenbegroting voorafgaandelijk werd aangenomen, betaalt de Regering de gewone toelage in twee schijven uit. Een eerste schijf gelijk aan 85 % van de gewone toelage zoals bepaald bij de artikelen 44 en 47 wordt vereffend tegen ten laatste 31 maart. De tweede schijf, zijnde 15% van de gewone toelage zoals bepaald bij de artikelen 44 en 47, wordt uitbetaald, ten vroegste tegen 1 april, binnen hoogstens de drie maanden na de indiening door de vereniging van de overzichtstabel van haar voor toelage in aanmerking genomen loonlasten voor het vorig jaar en gedekt door de gewone toelage van het vorig kalenderjaar; het mededelen van deze overzichtstabel opent het recht op de vereffening van het saldo van de gewone toelage. »

Art. 18. Artikel 49 wordt door een nieuw artikel 49 vervangen, luidend als volgt :

« Art. 49. De gewone toelage toegekend voor een jaar heeft betrekking op eenzelfde kalenderjaar. Deze toelage wordt verantwoord door de lasten die voor dat kalenderjaar in aanmerking komen. Om in aanmerking genomen te mogen worden, dienen de lasten het voorwerp uit te maken van een boekhoudkundige vastlegging gedurende datzelfde kalenderjaar.

De vereniging is ertoe gehouden tegen 30 juni ten laatste aan de Regering haar jaarlijkse rekeningen mede te delen, goedgekeurd door haar algemene vergadering en betreffende het voorgaande kalenderjaar. Deze jaarlijkse rekeningen bevatten de balans en resultatenrekening volgens het schema bedoeld bij de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen.

De lasten die in de resultatenrekening opgenomen zijn en de andere lasten dan deze die betrekking hebben op de loonlasten die gedekt worden door andere toelagen gelden als verantwoording van de forfaitaire toelagen bedoeld bij de artikelen 44, 1°, b), c) en d), 2°, b), en 47.

Worden beschouwd als lasten die de aanwending verantwoorden van de toelagen bedoeld bij artikel 44, 1°, a), e) en f), en 2°, a) : het bedrag van de jaarlijkse bruto-bezoldigingen van de werknemers van de vereniging, met inbegrip van de door de werkgever verschuldigde bijdragen bij toepassing van de wet op de sociale zekerheid van de werknemers en de andere kosten die voortvloeien uit wettelijke verplichtingen betreffende arbeidsovereenkomsten.

Worden beschouwd als uitgaven die de toelagen bedoeld bij artikel 46, 1 en 2 leden verantwoorden : de investeringen van de vereniging in verband met het aanschaffen van meubilair, bureaumateriaal en didactisch materiaal met uitsluiting van elke uitgave met betrekking tot verbruiksmateriaal. »

Art. 19. Artikel 50 wordt vervangen door een nieuw artikel 50 luidend als volgt :

De vereniging is ertoe gehouden om gedurende vijf jaar, vanaf de 1ste januari van het jaar dat volgt op het jaar van de toekenning van de toelagen, alle boekhoudkundige documenten die het gebruik van de toegekende toelagen verantwoorden bij te houden en deze ter beschikking te stellen in geval van controle, overeenkomstig de algemene bepalingen die van toepassing zijn op de begrotingen, het toezicht op de toelagen en de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook de inrichting van het toezicht van het Rekenhof. »

Art. 20. Artikel 52 wordt vervangen door een nieuw artikel 52 luidend als volgt :

« Art. 52. De vereniging waarvan het actieplan niet meer erkend wordt, geniet het jaar tijdens hetwelk deze erkenning ingetrokken wordt, de gewone toelagen bedoeld bij artikel 44 prorata temporis voor de periode gaande van 1 januari van datzelfde jaar tot de datum van uitwerking van de intrekking van de erkenning. Ook kan de vereniging aanspraak maken op een buitengewone toelage berekend op basis van artikel 44 en die een periode dekt van zes maanden met ingang vanaf de datum van uitwerking van de intrekking van de erkenning van haar actieplan. Deze buitengewone toelage dekt de werkingslasten en de lasten voor het personeel; deze buitengewone toelage wordt verantwoord overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 49 en 50.

In geval van inverteffeningstelling of stopzetting van de activiteiten van een vereniging waarvan het actieplan erkend werd, worden de toelagen aan deze vereniging verschuldigd overeenkomstig het vorig lid, voorzover de vereniging een vereffenaar heeft benoemd die zich ertoe verbindt dat de gestorte toelagen enkel gebruikt worden voor het dekken van de krachtens dit decreet in aanmerking komende lasten. »

Art. 21. In Titel IV, in Hoofdstuk III — De uitbetaling, rechtvaardiging, beperking en schorsing van de toelagen, wordt een artikel 52bis ingevoegd luidend als volgt :

« Art. 52bis. § 1. De Regering zorgt via haar diensten voor de jaarlijkse bekendmaking van een verslag met betrekking tot de bedragen toegekend krachtens dit decreet en aan de begunstigen van deze bedragen.

§ 2. De Regering gaat over tot een evaluatie van dit decreet om de vijf jaar vanaf zijn inwerkingtreding.

De Regering kent aan het Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse de opdracht om dit evaluatieproces te sturen, in samenwerking met de Adviescommissie voor jeugdhuizen en -centra.

De nadere regels voor deze evaluatie worden door de Regering bepaald.

Deze evaluatie wordt door de Regering aan het Parlement van de Franse Gemeenschap medegedeeld binnen een termijn van zes maanden vanaf het verstrijken van de termijn van vijf jaar bedoeld bij lid 1.

Via haar diensten, zorgt de Regering voor de bekendmaking van deze evaluatie. »

Art. 22. Artikel 55 wordt vervangen door een nieuw artikel 55 luidend als volgt :

« Art. 55. § 1. De verenigingen die vroeger erkend werden in het raam van de hierna vermelde wetgeving :

1° het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdtehuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1979, bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 maart 1985 en bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 1995 en 14 oktober 1997;

2° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 april 1984 tot vaststelling van de nadere regelen voor de toepassing van artikel 7 van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdtehuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen;

3° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 maart 1987 betreffende de nadere regels voor de toepassing van artikel 7 van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdtehuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen, gewijzigd bij het besluit van 11 juli 1989;

4° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 1995 betreffende de nadere regels voor de toepassing van artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdtehuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen;

5° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 1995 betreffende de nadere regels voor de toepassing van artikel 7 van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdtehuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen;

6° het ministerieel besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van de bijzondere voorwaarden waaronder de hoedanigheid van jeugdt huis kan toegekend worden aan sommige instellingen met specifiek karakter, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 1995;

genieten een uitzonderlijke toelage die overeenstemt met de periode gaande van 1 juli 2000 tot 31 december 2000. De vereffening van deze uitzonderlijke toelage zal geschieden naast de bij artikel 44 bedoelde toelage, als volgt :

- 5 % van de uitzonderlijke toelage vereffend ten laatste tegen 30 juni 2004;
- 39 % van de uitzonderlijke toelage vereffend ten laatste tegen 30 juni 2005;
- 39 % van de uitzonderlijke toelage vereffend ten laatste tegen 30 juni 2006;
- 17 % van de uitzonderlijke toelage vereffende ten laatste tegen 30 juni 2007.

§ 2. De bij § 1 bedoelde uitzonderlijke toelage wordt als volgt bepaald :

1° een eerste schijf bestaande uit :

a) wat het niveau ook zij waarin het vierjarenactieplan erkend werd, een tegemoetkoming in de personeelskosten waarbij, ten belope van 9.916 EUR, 85 % van de uitgaven inzake bezoldigingen betaald door de vereniging ten gunste van zijn animator-coördinator;

b) een aanvullende forfaitaire tegemoetkoming waarbij de bezoldiging gedekt wordt van de animator-coördinator voor een bedrag van 2.790 EUR of van 930 EUR naargelang hij respectief een kwalificatie van type 1 of 2 heeft overeenkomstig artikel 37, 2e lid;

c) indien de vereniging een beroep doet op een collegiaal team waarvan een lid, met voltijdse betrekking, gekwalificeerd animator B coördinator is, erkend door de kwalificatiesubcommissie bedoeld bij de artikelen 37 tot 39, een forfaitaire tegemoetkoming van 2.480 EUR om de kosten te dekken in verband met de activiteiten van dit team;

d) een forfaitaire tegemoetkoming, ter dekking van werkingsuitgaven van minstens :

— 7.440 EUR voor de vereniging erkend in categorie A in het raam van koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdtehuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen;

— 6.200 EUR voor de vereniging erkend in categorie B in het raam van koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdtehuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen;

— 3.720 EUR voor de vereniging erkend in categorie C in het raam van koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdtehuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen;

2° een tweede deel indien, voor de inwerkingtreding van dit decreet, de vereniging erkend werd in het raam van het stelsel bepaald bij het ministerieel besluit van 25 oktober 1971 bedoeld bij § 1, 6°. Het bedrag van dit tweede deel is op 4.958 EUR bepaald. »

Art. 23. Er wordt een artikel 55bis ingevoegd dat bepaalt :

« Art. 55bis. Voor de verenigingen erkend in het raam van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdtehuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen voor de inwerkingtreding van het decreet en die erkend zijn in het kader van dit decreet, wordt de overgang tussen de twee subsidiëerings- en verantwoordingsystemen als volgt geregeld :

1. de toelage verkregen in 2000 op basis van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 en van het ministerieel besluit van 25 oktober 1971 wordt verantwoord door de uitgaven van de laatste referentieperiode gedekt door dit koninklijk besluit voor de periode gaande van 1 juli 1999 tot 30 juni 2000;

2. de eerste gewone toelage verkregen krachtens dit decreet werd in 2001 vereffend en wordt verantwoord door de uitgaven van het kalenderjaar 2001 overeenkomstig de regels van de artikelen 49 en 50 zoals bedoeld bij het eerste lid van dit artikel;

3. de uitgaven van het tweede semester 2000 maken het voorwerp uit van een aanvullende toelage overeenkomstig artikel 55. »

Art. 24. Er wordt een artikel 55ter ingevoegd waarbij bepaald wordt :

« Art. 55ter. De verenigingen die oorspronkelijk erkend werden in het raam van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdhuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen, worden geacht van rechtswege erkend te zijn voor één jaar vanaf 1 januari 2001.

Gedurende dat jaar, genieten deze verenigingen de toelage waarin voorzien wordt voor de verenigingen waarvan het actieplan erkend is als :

- 1° J.H.1, O.A.C.1 of J.I.C.1 voor de vroeger in categorie A erkende verenigingen;
- 2° J.H.2, O.A.C.2 of J.I.C.2 voor de vroeger in categorie B erkende verenigingen;
- 3° J.H.3, O.A.C.3 of J.I.C.3 voor de vroeger in categorie C erkende verenigingen. »

Art. 25. Artikel 64 wordt vervangen door een nieuw artikel 64 luidend als volgt :

« Art. 64. De in artikel 44, 1°, d, bedoelde jaarlijkse gewone toelagen bedragen, ten belope van de beschikbare begrotingskredieten, ten minste :

1° voor het begrotingsjaar 2000 :

- a) 14.880 EUR voor de vereniging erkend in de categorie J.H.1, O.A.C.1 of J.I.C.1 van dit decreet;
- b) 12.400 EUR voor de vereniging erkend in de categorie J.H.2, O.A.C.2 of J.I.C.2 van dit decreet;
- c) 7.440 EUR voor de vereniging erkend in de categorie J.H.3, O.A.C.3 of J.I.C.3 van dit decreet;

2° voor het begrotingsjaar 2001 :

- a) 15.500 EUR voor de vereniging erkend in de categorie J.H.1, O.A.C.1 of J.I.C.1 van dit decreet;
- b) 13.020 EUR voor de vereniging erkend in de categorie J.H.2, O.A.C.2 of J.I.C.2 van dit decreet;
- c) 8.060 EUR voor de vereniging erkend in de categorie J.H.3, O.A.C.3 of J.I.C.3 van dit decreet;

3° voor het begrotingsjaar 2002 :

- a) 16.120 EUR voor de vereniging waarvan het actieplan in niveau J.H.1, O.A.C.1 of J.I.C.1 van dit decreet erkend is;
- b) 13.640 EUR voor de vereniging waarvan het actieplan in niveau J.H.2, O.A.C.2 of J.I.C.2 van dit decreet erkend is;
- c) 8.680 EUR voor de vereniging waarvan het actieplan in niveau J.H.3, O.A.C.3 of J.I.C.3 van dit decreet erkend is;

4° voor het begrotingsjaar 2003 :

- a) 16.740 EUR voor de vereniging waarvan het actieplan in niveau J.H.1, O.A.C.1 of J.I.C.1 van dit decreet erkend is;
- b) 14.260 EUR voor de vereniging waarvan het actieplan in niveau J.H.2, O.A.C.2 of J.I.C.2 van dit decreet erkend is;
- c) 9.300 EUR voor de vereniging waarvan het actieplan in niveau J.H.3, O.A.C.3 of J.I.C.3 van dit decreet erkend is.

»

Art. 26. Artikel 65 wordt door een nieuw artikel 65 vervangen, luidend als volgt :

« Art. 65. Voor de begrotingsjaren 2001 tot 2004 of tot de in artikel 44, 2°, bedoeld stelsel in werking treedt, wordt het aantal verenigingen die, ten laste van de kredieten van de Franse Gemeenschap, de tegemoetkoming betreffende het stelsel van het socio-cultureel beleid inzake gelijke kansen bedoeld bij artikel 16 kunnen genieten, op hoogstens 11 vastgesteld.

Bij de vernieuwing van de erkenning en de goedkeuring van de actieplannen gedurende het begrotingsjaar 2000, rangschikt de Adviescommissie voor jeugdhuizen en -centra, met inachtneming van door haar bepaalde criteria, de relevante aanvragen, indien hun aantal het quotum bedoeld bij dit artikel overschreden wordt, volgens een prioritaire orde. »

Art. 27. Dit decreet wordt aangevuld met een artikel 66bis, luidend als volgt :

« Art. 66bis. Naast een indexering die beantwoordt aan het percentage verhoging van de gewone begroting bestemd voor jeugdcentra, worden de jaarlijkse toelagen waarin voorzien wordt, ten belope van de beschikbare begrotingsmiddelen, bepaald op :

1° voor het begrotingsjaar 2004 :

— voor de toepassing van artikel 44, 1°, d) :

- 18.232 EUR voor een actieplan erkend als J.H.1, O.A.C.1, J.I.C. 1;
- 15.752 EUR voor een actieplan erkend als J.H.2, O.A.C.2, J.I.C. 2;
- 10.792 EUR voor een actieplan erkend als J.H.3, O.A.C.3, J.I.C. 3;

— voor de toepassing van artikel 44, 2° :

- een tegemoetkoming die gelijk is aan minimum 55 punten om de tegemoetkoming te dekken in de lasten van 11 bijkomende halftijdse werknemers gesubsidieerd op hetzelfde niveau als de bij artikel 44, 1°, a) bedoelde animator-coördinator;
- een tegemoetkoming die gelijk is aan minimum 5 punten om de tegemoetkoming te dekken in de lasten van 1 bijkomende halftijdse werknemer, specifiek belast met de tenuitvoerlegging van het bij artikel 18bis bedoeld actieplan;
- voor de toepassing van artikel 44, 3°, minstens 24 forfaitaire toelagen van elk 2.500 EUR minstens, waarbij hoogstens 24 experimenten aangemoedigd worden.

2° voor het begrotingsjaar 2005 :

- voor de toepassing van artikel 44, 1°, d) :
 - 18.432 EUR voor een actieplan erkend als J.H.1, O.A.C.1, J.I.C. 1;
 - 15.952 EUR voor een actieplan erkend als J.H.2, O.A.C.2, J.I.C. 2;
 - 10.992 EUR voor een actieplan erkend als J.H.3, O.A.C.3, J.I.C. 3;
- voor de toepassing van artikel 44, 2° :
 - een tegemoetkoming die gelijk is aan minimum 65 punten om de tegemoetkoming te dekken in de lasten van 13 bijkomende halftijdse werknemers gesubsidieerd op hetzelfde niveau als de bij artikel 44, 1°, a) bedoelde animator-coördinator;
 - een tegemoetkoming die gelijk is aan minimum 5 punten om de tegemoetkoming te dekken in de lasten van 1 bijkomende halftijdse werknemer, specifiek belast met de tenuitvoerlegging van het bij artikel 18bis bedoeld actieplan;
- voor de toepassing van artikel 44, 3°, minstens 37 forfaitaire toelagen van elk 2.500 EUR minstens, waarbij hoogstens 37 experimenten aangemoedigd worden.

3° voor het begrotingsjaar 2006 :

- voor de toepassing van artikel 44, 1°, d) :
 - 18.432 EUR voor een actieplan erkend als J.H.1, O.A.C.1, J.I.C. 1;
 - 15.952 EUR voor een actieplan erkend als J.H.2, O.A.C.2, J.I.C. 2;
 - 10.992 EUR voor een actieplan erkend als J.H.3, O.A.C.3, J.I.C. 3;
- voor de toepassing van artikel 44, 2° :
 - een tegemoetkoming die gelijk is aan minimum 65 punten om de tegemoetkoming te dekken in de lasten van 13 bijkomende halftijdse werknemers gesubsidieerd op hetzelfde niveau als de bij artikel 44, 1°, a) bedoelde animator-coördinator;
 - een tegemoetkoming die gelijk is aan minimum 5 punten om de tegemoetkoming te dekken in de lasten van 1 bijkomende halftijdse werknemer, specifiek belast met de tenuitvoerlegging van het bij artikel 18bis bedoeld actieplan;
- voor de toepassing van artikel 44, 3°, minstens 26 forfaitaire toelagen van elk 2.500 EUR minstens, waarbij hoogstens 26 experimenten aangemoedigd worden.

4° voor het begrotingsjaar 2007 :

- voor de toepassing van artikel 44, 1°, b) :
 - 5.880 EUR voor een als T1 gekwalificeerd animator;
 - 2.160 EUR voor een als T2 gekwalificeerd animator;
- voor de toepassing van artikel 44, 1°, d) :
 - 19.932 EUR voor een actieplan erkend als J.H.1, O.A.C.1, J.I.C. 1;
 - 17.452 EUR voor een actieplan erkend als J.H.2, O.A.C.2, J.I.C. 2;
 - 12.492 EUR voor een actieplan erkend als J.H.3, O.A.C.3, J.I.C. 3;
- voor de toepassing van artikel 44, 1°, e), een tegemoetkoming gelijk aan 113 punten minimum bestemd voor de cofinanciering van de bijkomende betrekkingen van de centra;
- voor de toepassing van artikel 44, 1°, f) en g), een tegemoetkoming gelijk aan 120 punten minimum bestemd voor het dekken van de tegemoetkoming in de lasten van 12 bijkomende voltijdse werknemers, gesubsidieerd op hetzelfde niveau als de bij artikel 44, 1°, a), bedoelde animator-coördinator;
- voor de toepassing van artikel 44, 2°, een tegemoetkoming die gelijk is aan minimum 150 punten om de tegemoetkoming te dekken in de lasten van 30 bijkomende halftijdse werknemers gesubsidieerd op hetzelfde niveau als de bij artikel 44, 1°, a) bedoelde animator-coördinator, waarvan minimum 5 punten voor 1 bijkomende halftijdse werknemer specifiek belast met de tenuitvoerlegging van het bij artikel 18bis bedoeld actieplan en een minimum van 65 punten voor 13 halftijdse werknemers in het raam van de artikelen 16 tot 18;
- voor de toepassing van artikel 44, 3°, minstens 30 forfaitaire toelagen van elk 2.500 EUR minstens, waarbij hoogstens 30 experimenten aangemoedigd worden.

5° voor het begrotingsjaar 2008 :

- voor de toepassing van artikel 44, 1°, b) :
 - 6.150 EUR voor een als T1 gekwalificeerd animator;
 - 2.435 EUR voor een als T2 gekwalificeerd animator;
- voor de toepassing van artikel 44, 1°, d) :
 - 20.107 EUR voor een actieplan erkend als J.H.1, O.A.C.1, J.I.C. 1;
 - 17.627 EUR voor een actieplan erkend als J.H.2, O.A.C.2, J.I.C. 2;
 - 12.667 EUR voor een actieplan erkend als J.H.3, O.A.C.3, J.I.C. 3;
- voor de toepassing van artikel 44, 1°, e), een tegemoetkoming gelijk aan 155 punten minimum bestemd voor de cofinanciering van de bijkomende betrekkingen van de centra;
- voor de toepassing van artikel 44, 1°, f) en g), een tegemoetkoming gelijk aan 150 punten minimum bestemd voor het dekken van de tegemoetkoming in de lasten van 15 bijkomende voltijdse werknemers, gesubsidieerd op hetzelfde niveau als de bij artikel 44, 1°, a), bedoelde animator-coördinator;
- voor de toepassing van artikel 44, 2°, een tegemoetkoming die gelijk is aan minimum 215 punten om de tegemoetkoming te dekken in de lasten van 43 bijkomende halftijdse werknemers gesubsidieerd op hetzelfde niveau als de bij artikel 44, 1°, a) bedoelde animator-coördinator, waarvan minimum 5 punten voor 1 bijkomende halftijdse werknemer specifiek belast met de uitwerking van het bij artikel 18bis bedoeld actieplan en een minimum van 65 punten voor 13 halftijdse werknemers in het raam van de artikelen 16 tot 18;
- voor de toepassing van artikel 44, 3°, minstens 80 forfaitaire toelagen van elk 2.500 EUR minstens, waarbij hoogstens 80 experimenten aangemoedigd worden;
- voor de toepassing van artikel 47, een toelage van 5.200 EUR wordt toegekend per erkende federatie.

6° voor het begrotingsjaar 2009 :

- voor de toepassing van artikel 44, 1°, b) :
 - 6.155 EUR voor een als T1 gekwalificeerd animator;
 - 2.435 EUR voor een als T2 gekwalificeerd animator;

- voor de toepassing van artikel 44, 1°, d) :
 - 20.257 EUR voor een actieplan erkend als J.H.1, O.A.C.1, J.I.C. 1;
 - 17.777 EUR voor een actieplan erkend als J.H.2, O.A.C.2, J.I.C. 2;
 - 12.817 EUR voor een actieplan erkend als J.H.3, O.A.C.3, J.I.C. 3;
- voor de toepassing van artikel 44, 1°, e), een tegemoetkoming gelijk aan 165 punten minimum bestemd voor de cofinanciering van de bijkomende betrekkingen van de centra;
- voor de toepassing van artikel 44, 1°, f) en g), een tegemoetkoming gelijk aan 180 punten minimum bestemd voor het dekken van de tegemoetkoming in de lasten van 18 bijkomende voltijdse werknemers, gesubsidieerd op hetzelfde niveau als de bij artikel 44, 1°, a), bedoelde animator-coördinator;
- voor de toepassing van artikel 44, 2°, een tegemoetkoming die gelijk is aan minimum 270 punten om de tegemoetkoming te dekken in de lasten van 54 bijkomende halftijdse werknemers gesubsidieerd op hetzelfde niveau als de bij artikel 44, 1°, a) bedoelde animator-coördinator, waarvan minimum 5 punten voor 1 bijkomende halftijdse werknemer specifiek belast met de uitwerking van het bij artikel 18bis bedoeld actieplan en een minimum van 65 punten voor 13 halftijdse werknemers in het raam van de artikelen 16 tot 18;
- voor de toepassing van artikel 44, 3°, minstens 88 forfaitaire toelagen van elk 2.500 EUR minstens, waarbij hoogstens 88 experimenten aangemoedigd worden;
- voor de toepassing van artikel 47, een toelage van 6.300 EUR wordt toegekend per erkende federatie.

7° voor het begrotingsjaar 2010 :

- voor de toepassing van artikel 44, 1°, b) :
 - 6.445 EUR voor een als T1 gekwalificeerd animator;
 - 2.725 EUR voor een als T2 gekwalificeerd animator;
- voor de toepassing van artikel 44, 1°, d) :
 - 20.482 EUR voor een actieplan erkend als J.H.1, O.A.C.1, J.I.C. 1;
 - 18.002 EUR voor een actieplan erkend als J.H.2, O.A.C.2, J.I.C. 2;
 - 13.042 EUR voor een actieplan erkend als J.H.3, O.A.C.3, J.I.C. 3;
- voor de toepassing van artikel 44, 1°, e), een tegemoetkoming gelijk aan 216 punten minimum bestemd voor de cofinanciering van de bijkomende betrekkingen van de centra;
- voor de toepassing van artikel 44, 1°, f) en g), een tegemoetkoming gelijk aan 230 punten minimum bestemd voor het dekken van de tegemoetkoming in de lasten van 23 bijkomende voltijdse werknemers, gesubsidieerd op hetzelfde niveau als de bij artikel 44, 1°, a), bedoelde animator-coördinator;
- voor de toepassing van artikel 44, 2°, een tegemoetkoming die gelijk is aan minimum 330 punten om de tegemoetkoming te dekken in de lasten van 66 bijkomende halftijdse werknemers gesubsidieerd op hetzelfde niveau als de bij artikel 44, 1°, a) bedoelde animator-coördinator, waarvan minimum 5 punten voor 1 bijkomende halftijdse werknemer specifiek belast met de uitwerking van het bij artikel 18bis bedoeld actieplan en een minimum van 65 punten voor 13 halftijdse werknemers in het raam van de artikelen 16 tot 18;
- voor de toepassing van artikel 44, 3°, minstens 160 forfaitaire toelagen van elk 2.500 EUR minstens, waarbij hoogstens 160 experimenten aangemoedigd worden;
- voor de toepassing van artikel 47, een toelage van 6.300 EUR wordt toegekend per erkende federatie. »

Art. 28. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2004, met uitzondering van :

- de artikelen 23 en 25 die volle uitwerking hebben op 1 januari 2000;
- de artikelen 16 en 18 die in werking treden op 1 januari 2005 behalve als de gesubsidieerde vereniging haar boekhouding voerde voor deze datum overeenkomstig de bij artikel 16 vermelde wetgeving.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 maart 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten
toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 489-1. — Commissieamendementen, nr. 489-2. — Verslag, nr. 489-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 17 februari 2004.